

Date Printed: 12/30/2008

JTS Box Number: IFES_14
Tab Number: 13
Document Title: DAHIR PORTANT LOI RELATIF A LORGANISATION
COMMUNALE
Document Date: 1976
Document Country: MOR
Document Language: FRE-ARA
IFES ID: EL00074



* 2 5 6 8 A 0 C F - 8 8 D 0 - 4 B 7 0 - 9 3 4 B - 7 5 1 A 8 E 8 0 D 3 F 8 *

low/MOR/1476/002/111-usa

ROYAUME DU MAROC



DAHIR PORTANT LOI RELATIF
A L'ORGANISATION COMMUNALE



F
F Clifton White Resource Center
International Foundation for Election Systems

**DAHIR PORTANT LOI RELATIF
A L'ORGANISATION COMMUNALE**

F Clifton White Resource Center
International Foundation for Election Systems

Dahir portant loi n° 1-76-883 du 8 chaoual 1396 (30 septembre 1976)
relatif à l'organisation communale

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la constitution, notamment ses articles 87, 88 et 102,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Les communes sont des collectivités territoriales de droit public, dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Elles sont divisées en communes urbaines et en communes rurales.

Les communes urbaines comprennent les municipalités et les centres dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Les communes peuvent être autorisées à se constituer en syndicat.

Les affaires de la commune sont gérées par un conseil communal.

Titre premier

DU CONSEIL COMMUNAL

CHAPITRE PREMIER. — Bureau et formation

ART. 2. — Le conseil communal élit parmi ses membres un président et plusieurs adjoints qui forment le bureau dudit conseil. Cette élection a lieu dans les 15 jours qui suivent, soit la première élection du conseil, soit son renouvellement intégral. Dans les deux cas, le conseil se réunit sur convocation de l'autorité locale compétente et sous la présidence du plus âgé de ses membres.

L'élection du président et des adjoints a lieu dans les conditions de quorum prévues à l'article 19 et au scrutin secret. Aux deux premiers tours du scrutin, l'élection ne peut avoir lieu qu'à la majorité absolue ; si un troisième tour est nécessaire, l'élection a lieu à la majorité relative.

En cas de partage égal des suffrages, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

Ne peuvent être élus présidents ou adjoints, ni en exercer même temporairement les fonctions :

Les chefs, agents et employés des administrations financières, les agents des forêts ainsi que les gardes des établissements

publics et les gardes particuliers lorsque ces gardes sont dûment assermentés et revêtus d'un uniforme ou porteurs d'un insigne apparent dans l'exercice de leurs fonctions.

Les conseillers qui sont des salariés du président ne peuvent être adjoints.

Le président et ses adjoints sont élus pour la même durée que le conseil communal.

ART. 3. — Le nombre des adjoints varie suivant le chiffre de la population de la commune concernée.

Il est de :

- deux adjoints dans les communes de 7.500 habitants et au-dessous
- trois adjoints dans la commune de 7.501 à 15.000 habitants
- quatre adjoints dans la commune de 15.001 à 25.000 habitants
- cinq adjoints dans la commune de 25.001 à 100.000 habitants
- six adjoints dans la commune de 100.001 à 225.000 habitants
- sept adjoints dans la commune de 225.001 et plus.

ART. 4. — L'élection du président ou de ses adjoints peut être annulée dans les conditions, formes et délais prescrits pour les réclamations contre les élections du conseil communal par les articles 35 à 40 inclus du dahir n° 1-59-161 du 27 safar 1379 (1^{er} septembre 1959) relatif à l'élection des conseils communaux.

ART. 5. — Les présidents des conseils communaux exercent les attributions qui leur sont reconnues par le présent dahir dès que leur élection est devenue définitive. Chaque président reçoit de Notre Majesté un dahir qui l'investit de Notre confiance et le munit de Nos recommandations.

ART. 6. — La démission volontaire du président ou des adjoints est adressée au gouverneur, elle est définitive à partir de son acceptation par le gouverneur, ou, à défaut de cette acceptation un mois après un nouvel envoi de cette démission effectué par lettre recommandée.

Le président et ses adjoints démissionnaires continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à l'installation de leurs successeurs.

ART. 7. — Le président peut être démis de ses fonctions par une délibération approuvée par les 2/3 des membres en exercice du conseil. La démission, qui prend effet dès que l'autorité locale accuse réception de la délibération, entraîne celle de ses adjoints.

Le président du conseil ne peut être démis dans les formes prévues à l'alinéa précédent qu'à l'expiration d'un délai de 2 ans, délai qui court à compter de la date de son élection définitive.

ART. 8. — Les présidents des conseils communaux et leurs adjoints, peuvent, après avoir été entendus ou invités à fournir des explications écrites sur les faits qui leur sont reprochés, être suspendus ou révoqués.

La suspension qui ne peut excéder un mois, intervient par arrêté motivé du ministre de l'intérieur publié au *Bulletin officiel*.

La révocation qui intervient par décret motivé emporte de plein droit l'inéligibilité aux fonctions de président et à celles d'adjoint, pendant une année à compter de la date d'effet de ce décret à moins qu'il ne soit procédé auparavant, au renouvellement général des conseils communaux.

ART. 9. — Lorsque le président ou ses adjoints ont cessé leurs fonctions pour quelque cause que ce soit, le conseil est convoqué pour procéder à leur remplacement :

— soit dans les quinze jours qui suivent la cessation de fonctions lorsqu'il peut être procédé valablement à cette élection sans qu'il soit besoin de recourir à des élections complémentaires,

— soit dans le cas contraire, dans les quinze jours qui suivent ces élections complémentaires.

CHAPITRE II. — Suspension et dissolution

ART. 10. — Le conseil communal peut être dissous par décret motivé délibéré en conseil des ministres et publié au *Bulletin officiel*. S'il y a urgence, le conseil peut être suspendu par arrêté motivé du ministre de l'intérieur publié au *Bulletin officiel*. Toutefois, la durée de la suspension ne peut excéder trois mois.

ART. 11. — Lorsque le conseil communal a perdu, par suite de démission, décès ou tout autre cause :

— au moins le tiers et moins de la moitié de ses membres, il est complété par voie d'élections partielles dans un délai de six mois à compter de la dernière vacance.

— plus de la moitié de ses membres, il est suspendu de plein droit jusqu'à ce qu'il soit complété.

ART. 12. — Les mandats de conseillers issus d'élections complémentaires prennent fin à la date où doivent expirer les mandats des membres qu'ils remplacent.

ART. 13. — En cas de suspension ou de dissolution d'un conseil communal, ou lorsqu'un conseil ne peut être constitué, une délégation spéciale, nommée dans les quinze jours par arrêté du ministre de l'intérieur, en remplit les fonctions qui cessent de plein droit dès que le conseil communal est reconstitué.

Le nombre des membres de la délégation spéciale est de quatre quand le conseil communal compte moins de douze membres et de cinq à huit dans les autres cas. L'autorité locale compétente de la commune préside la délégation spéciale et exerce les attributions dévolues par le présent dahir au président du conseil communal.

Les pouvoirs de la délégation spéciale sont limités aux actes de pure administration urgente et elle ne peut engager les finances communales au-delà des ressources disponibles de l'exercice courant.

ART. 14. — Toutes les fois que le conseil communal a été dissous ou suspendu pour avoir perdu plus de la moitié de ses membres, il est procédé à l'élection des membres du nouveau conseil dans les six mois à dater de la dissolution ou de la suspension, à moins que l'on ne se trouve dans les six mois qui précèdent la date du renouvellement général des conseils communaux.

CHAPITRE III. — *Fonctionnement*

ART. 15. — Le conseil communal, sur convocation de son président, se réunit obligatoirement quatre fois par an, en session ordinaire durant les mois de février, avril, août et octobre. La durée de chaque session ne peut excéder quinze jours ouvrables consécutifs. Cette durée peut être prolongée par arrêté du gouverneur pris à la demande du président. Lorsque les circonstances l'exigent, le président convoque le conseil en session extraordinaire, soit à son initiative, soit lorsque l'autorité locale compétente ou le tiers des membres en exercice lui en fait la demande écrite.

Le conseil se réunit au plus tôt trois jours francs après l'envoi des convocations.

ART. 16. — Le président du conseil communal établit, avec la collaboration du bureau, l'ordre du jour des sessions et le communique à l'autorité locale compétente qui dispose d'un délai de huit jours pour y faire inscrire les questions supplémentaires qu'elle entend soumettre à l'examen du conseil.

Tout conseiller peut proposer au président l'inscription à l'ordre du jour des sessions de toute question entrant dans les attributions du conseil.

Le président arrête alors l'ordre du jour définitif qui est envoyé à l'autorité locale compétente trois jours au moins avant la date d'ouverture de la session.

ART. 17. — L'autorité locale compétente ou son représentant assiste aux séances. Elle ne prend pas part aux votes. Elle peut présenter, à la demande du président, toutes observations utiles relatives aux délibérations du conseil et notamment pour les questions inscrites à l'ordre du jour conformément à sa demande.

ART. 18. — Assiste aux séances à titre consultatif, et pour les objets entrant dans ses attributions, le personnel en fonction dans les services communaux convoqué par le président du conseil soit à l'initiative de ce dernier, soit à la demande de l'autorité locale compétente.

Les fonctionnaires et agents de l'Etat ou des établissements publics en fonction sur le territoire de la commune peuvent être appelés à participer, à titre consultatif, aux travaux du conseil. Leur convocation a lieu par l'intermédiaire de l'autorité locale.

ART. 19. — Le conseil communal délibère en assemblée plénière. Il ne peut valablement délibérer que si plus de la moitié des membres en exercice assiste à la séance et uniquement sur les questions inscrites à l'ordre du jour. Le président s'oppose à la discussion de toute question non inscrite audit ordre du jour.

Quand, après une première convocation, le conseil communal ne s'est pas réuni en nombre suffisant, la délibération prise après une deuxième convocation, envoyée au moins trois jours après le jour fixé pour la réunion précédente, n'est valable que si le tiers au moins des membres en exercice assiste à la séance.

Si cette seconde assemblée n'a pas réuni le tiers des membres en exercice, il peut en être convoqué dans les formes et délais prévus à l'alinéa précédent, une troisième qui délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents.

ART. 20. — Les délibérations sont prises à la majorité absolue des votants, sauf l'exception prévue au troisième alinéa du présent article.

Le vote a lieu au scrutin public. Exceptionnellement, il a lieu au scrutin secret si le tiers des membres présents le réclame ou s'il s'agit de procéder à une nomination ou présentation.

Dans le cas de nomination ou de présentation, il est procédé à l'élection dans les conditions fixées aux 2^e et 3^e alinéas de l'article 2.

Les noms des votants sont indiqués au procès-verbal.

Si le vote est public, la voix du président est prépondérante en cas de partage égal des voix et l'indication du vote de chaque votant figure au procès-verbal.

ART. 21. — Les séances plénières du conseil communal sont publiques. Leurs ordres du jour et dates sont affichés au siège de la commune. Le président exerce la police de l'assemblée. Il peut faire expulser de l'auditoire tout individu qui trouble l'ordre. Dans le cas où le président se trouverait dans l'impossibilité de faire respecter directement l'ordre, il fait appel à l'autorité locale.

Sur la demande du président, ou de l'autorité locale compétente ou de son représentant, ou encore sur celle de trois de ses membres, l'assemblée peut décider, sans débats, qu'elle siège en comité secret. L'autorité locale compétente ou son représentant assiste à la séance.

ART. 22. — Il est dressé procès-verbal des séances. Ce procès-verbal est transcrit sur un registre coté et paraphé par le président et le secrétaire du conseil.

Les délibérations sont signées par le président et le secrétaire.

ART. 23. — Les délibérations sont affichées dans la huitaine, par extrait, à la porte de la maison communale ; tout électeur ou contribuable a le droit de demander communication et de prendre copie totale ou partielle des délibérations. Chacun peut les publier sous sa responsabilité.

ART. 24. — Tout membre du conseil communal qui, sans motif reconnu légitime par le conseil, n'a pas déferé à trois convocations successives ou qui, sans excuse valable a refusé

de remplir une des fonctions qui lui sont dévolues par les textes en vigueur, peut être, après avoir été admis à fournir des explications, déclaré démissionnaire par un arrêté motivé du ministre de l'intérieur. La demande tendant à voir déclarer démissionnaire l'intéressé est adressée par le président du conseil ou l'autorité locale avec l'avis motivé dudit conseil et, selon le cas, de l'autorité locale ou du président, au gouverneur qui la transmet au ministre de l'intérieur. L'intéressé ne peut être réélu avant le délai d'un an à partir de la date de cet arrêté à moins qu'il ne soit procédé auparavant au renouvellement général des conseil communaux.

ART. 25. — Les démissions volontaires sont adressées au gouverneur qui les transmet au ministre de l'intérieur. Elles sont définitives à partir de l'accusé de réception par le gouverneur, et à défaut de cet accusé de réception, un mois après un nouvel envoi de la démission constaté par lettre recommandée.

ART. 26. — Le conseil constitue des commissions permanentes pour l'étude des affaires qui doivent être soumises à l'assemblée plénière. Chaque commission est présidée par le président du conseil communal ou son délégué qui peut se faire assister de l'autorité locale compétente ou de son représentant. Il doit être constitué au moins deux commissions permanentes chargées de l'étude respectivement des questions financières et budgétaires et des questions économiques et sociales.

ART. 27. — Les commissions ne peuvent exercer aucune des attributions dévolues au conseil plénier. Le président de la commission est de droit rapporteur des travaux de la commission, il peut appeler à participer, avec voix consultative, aux travaux de la commission, le personnel en fonction dans les services communaux. Il peut également convoquer aux mêmes fins, par l'intermédiaire de l'autorité locale, les fonctionnaires et agents de l'Etat ou des établissements publics en fonction sur le territoire de la commune.

ART. 28. — Les employeurs sont tenus de laisser aux salariés de leur entreprise, membres du conseil communal, le temps nécessaire pour participer aux séances plénières du conseil ou des commissions qui en dépendent.

Le temps passé par les salariés aux différentes séances du conseil et des commissions qui en dépendent ne leur sera pas payé comme temps de travail. Ce temps pourra être remplacé.

La suspension du travail prévue au présent article ne peut être une cause de rupture par l'employeur du contrat de louage de service, et ce, à peine de dommages et intérêts au profit des salariés.

ART. 29. — Le conseil établit son règlement intérieur.

CHAPITRE IV. — *Attributions*

ART. 30. — Le conseil règle par ses délibérations les affaires de la commune et, à cet effet, décide des mesures à prendre pour assurer à la collectivité locale son plein développement économique, social et culturel. Le conseil bénéficie du concours de l'Etat et des autres personnes publiques pour assurer sa mission.

Le conseil exerce, notamment, les attributions suivantes :

1° Il vote le budget de la commune, examine et approuve le compte de l'exercice clos dans les formes et conditions prévues par la législation en vigueur.

2° Il définit le plan de développement économique et social de la commune conformément aux orientations et objectifs retenus par le plan national et à cet effet :

a) Il fixe, dans la limite des moyens propres à la commune et de ceux mis à sa disposition, le programme d'équipement de la collectivité ;

b) Il propose à l'administration les actions à entreprendre pour promouvoir le développement de la collectivité lorsque lesdites actions dépassent la limite de la compétence communale ou excèdent les moyens de la commune et ceux mis à sa disposition.

3° Il arrête les conditions de réalisation des actions de développement que la commune exécutera, avec l'accord des administrations publiques ou des personnes morales de droit public, dans les domaines relevant de leur compétence.

4° Il décide de la création et de l'organisation des services publics communaux et de leur gestion, soit par voie de régie directe ou de régie autonome, soit par concession.

5° Il examine les projets de plans d'aménagement ou de développement de la commune.

6° Il arrête, dans les limites des attributions qui lui sont dévolues par la loi, les conditions de conservation, d'exploitation et de mise en valeur du domaine forestier.

7° Il décide de la participation financière de la commune aux entreprises d'économie mixte d'intérêt communal ou intercommunal.

8° Il est préalablement informé de tout projet devant être réalisé par l'Etat ou tout autre collectivité ou organisme public sur le territoire de la commune.

9° Il donne son avis toutes les fois que cet avis est requis par les lois et règlements ou qu'il est demandé par l'administration.

10° Le conseil règle également par ses délibérations les affaires qui relèveront de sa compétence en exécution de l'article 44 du dahir n° 1012-68 du 11 chaoual 1388 (31 décembre 1968) portant loi de finances pour l'année 1969.

11° Le conseil peut émettre des vœux se rapportant à toutes les affaires locales. Toutefois, il lui est interdit de formuler des vœux à caractère politique ou étrangers aux objets d'intérêt local.

Les propositions et les vœux sont transmis aux autorités compétentes en la matière.

ART. 31. — Ne sont exécutoires qu'après avoir été approuvées par l'autorité administrative supérieure, les délibérations du conseil communal portant sur les objets suivants :

1. Budget communal ;
2. Emprunts à contracter, garanties à consentir ;
3. Ouverture de comptes hors budget ;
4. Ouverture de nouveaux crédits, relèvement de crédits ;
5. Virement d'article à article ;
6. Fixation dans le cadre des lois et règlements en vigueur du mode d'assiette, des tarifs et des règles de perception de diverses taxes, redevances et droits divers perçus au profit de la commune ;
7. Règlements généraux de voirie, de construction et d'hygiène dans le cadre des lois et règlements en vigueur ;
8. Concessions, gérances et autres formes de gestion des services publics communaux, participation à des sociétés d'économie mixte et toutes questions se rapportant à ces différents actes ;
9. Acquisitions, aliénations, transactions ou échanges portant sur les immeubles du domaine privé, actes de gestion du domaine public ;
10. Baux dont la durée dépasse 10 ans ;
11. Changement d'affectation de bâtiments communaux affectés à des services publics ;
12. Dénomination des places et voies publiques lorsque cette dénomination constitue un hommage public ou un rappel d'un événement historique ;
13. Acceptation ou refus de dons et legs comportant des charges ou une affectation spéciale ;
14. Établissement, suppression ou changement d'emplacement ou de date de foires ou marchés.

Des expéditions de toutes les délibérations relatives aux objets indiqués ci-dessus sont adressées dans la quinzaine par l'autorité locale compétente au ministre de l'intérieur.

ART. 32. — Le ministre de l'intérieur peut provoquer un nouvel examen par le conseil communal d'une question dont celui-ci a déjà délibéré s'il ne lui paraît pas possible d'approuver la délibération prise.

ART. 33. — Une expédition de toutes les délibérations autres que celles énumérées à l'article 31 ci-dessus, est transmise dans la quinzaine, par le président du conseil communal, à l'autorité locale compétente qui en délivre récépissé.

Les délibérations sont exécutoires à l'expiration du délai de vingt jours suivant celui de la date du récépissé, sauf opposition du gouverneur dans les cas de nullité ou d'annulabilité prévus aux articles 35 et 36 ci-dessous.

Dans ces cas, le gouverneur notifie, par voie administrative, son opposition motivée au président du conseil communal et transmet simultanément l'expédition de la délibération au ministre de l'intérieur qui en délivre récépissé.

Le délai prévu à l'alinéa 2 ci-dessus peut être réduit par le gouverneur de sa propre initiative ou à la demande du président.

ART. 34. — Sauf dans le cas où il en a été disposé autrement par voie législative ou réglementaire, l'approbation prévue à l'article 31 est donnée par le ministre de l'intérieur dans les trois mois à compter de la date de réception de la délibération.

Le ministre de l'intérieur peut déléguer au gouverneur son pouvoir d'approbation. Dans ce cas, le délai d'approbation est de 45 jours à compter du jour de la réception de la délibération.

L'approbation ou le refus motivé est notifié à l'autorité locale compétente qui en informe le président du conseil.

Le défaut de décision dans les délais fixés aux alinéas 1 et 2 ci-dessus vaut approbation. Toutefois, ces délais peuvent être reconduits une seule fois et pour la même durée par décret motivé pris sur proposition du ministre de l'intérieur.

ART. 35. — Sont nulles de plein droit les délibérations portant sur un objet étranger aux attributions du conseil communal ou prises en violation de la législation ou de la réglementation en vigueur.

La nullité de droit est déclarée par arrêté motivé du ministre de l'intérieur. Elle peut être prononcée à toute époque d'office par ce dernier ou à la demande des parties intéressées.

ART. 36. — Est annulable la délibération à laquelle a pris part un conseiller communal intéressé soit à titre personnel, soit comme mandataire, à l'affaire qui a fait l'objet de la délibération.

L'annulation est prononcée par arrêté motivé du ministre de l'intérieur soit d'office dans le délai de trois mois à partir de la réception de la délibération, soit à la demande de toute personne intéressée, sous réserve que ladite demande ait été adressée au ministre de l'intérieur dans les trente jours suivant celui de l'affichage de la délibération. Il est donné récépissé de la demande.

Titre II

DES COMPÉTENCES DU PRÉSIDENT DU CONSEIL COMMUNAL ET DE L'AUTORITÉ LOCALE

ART. 37. — Le président exécute les délibérations du conseil, prend les mesures nécessaires à cet effet et en assure le contrôle.

ART. 38. — Le président préside le conseil sauf lorsque le compte administratif est examiné. Dans ce cas, il assiste à la séance mais doit se retirer lors du vote. Le conseil désigne pour présider cette séance un président choisi en dehors des membres du bureau.

ART. 39. — Le président du conseil communal représente la commune dans tous les actes de la vie civile et administrative conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

ART. 40. — Le président désigne, en accord avec les membres du conseil, un ou plusieurs secrétaires chargés notamment de la rédaction et de la conservation des procès-verbaux des séances.

Le président désigne dans les conditions prévues par l'alinéa précédent, un rapporteur général du budget et, éventuellement un rapporteur général adjoint chargé de présenter au conseil les prévisions financières et les comptes administratifs.

ART. 41. — Le rapporteur du budget est de droit membre de la commission des finances et de toutes les commissions d'adjudication.

Le président du conseil communal lui communique les documents et pièces comptables qui sont de nature à lui permettre d'exercer sa fonction.

ART. 42. — Conformément aux délibérations du conseil, le président :

- 1 - procède aux actes de location, de vente, d'acquisition, conclut les marchés de travaux, de fournitures et de prestation de services et accepte les dons et legs,
- 2 - exécute le budget et établit les comptes administratifs,
- 3 - prend des arrêtés à l'effet d'établir les impôts, taxes et redevances conformément à la législation en vigueur en la matière,
- 4 - et de manière générale, conserve et administre les biens de la commune.

ART. 43. — Le président représente la commune en justice. Le président ne peut, sauf disposition législative contraire, intenter une action en justice, défendre, appeler ou suivre en appel sans une délibération conforme du conseil. Il peut, toutefois, sans délibération du conseil, intenter toutes actions possessoires ou y défendre, faire tous actes conservatoires ou interruptifs de déchéance, défendre aux oppositions formées contre les états dressés pour le recouvrement des créances communales ; introduire toute demande en référé, suivre sur appel des ordonnances du juge des référés, interjeter appel de ces ordonnances.

Aucune action judiciaire autre que les actions possessoires et les recours en référé ne peut, à peine de nullité, être intentée contre une commune qu'autant que le demandeur a préalablement adressé au ministre de l'intérieur ou à l'autorité qu'il a déléguée à cet effet, un mémoire exposant l'objet et les motifs de sa réclamation. Il lui est donné récépissé.

L'action ne peut être portée devant les tribunaux que deux mois après la date du récépissé, sans préjudice des actes conservatoires.

La présentation du mémoire du demandeur interrompt toute prescription ou déchéance si elle est suivie d'une demande en justice dans le délai de trois mois.

ART. 44. — Les pouvoirs reconnus aux pachas et caïds en matière de police administrative communale ainsi que les fonctions spéciales qui leur sont attribuées par la législation et la réglementation en vigueur, sont transférés aux présidents des conseils communaux. Les présidents, exercent sous le contrôle

de l'administration supérieure, leurs pouvoirs de police, par voie d'arrêtés réglementaires et par des mesures individuelles : injonctions, défenses ou autorisations.

L'autorité locale, qui représente le pouvoir central dans le ressort de la commune, reste cependant investie de la fonction d'officier de police judiciaire et demeure compétente pour assurer le maintien de l'ordre et de la sécurité publique sur le territoire communal. Elle conserve également les prérogatives qui lui sont reconnues par la législation et la réglementation en vigueur en matière de :

- droit d'association, rassemblements publics et presse ;
- syndicats professionnels ;
- élections ;
- réquisition des personnes et des biens ;
- organisation générale du pays pour le temps de guerre ;
- réglementation de l'importation, la circulation, le port, le dépôt, la vente, le contrôle et l'emploi des armes et de leurs munitions ;
- police de la chasse ;
- réglementation de l'importation, la circulation, la vente, le dépôt, le contrôle et l'emploi des explosifs ;
- réglementation d'exploitation des carrières ;
- passeports ;
- organisation des juridictions communales et d'arrondissements ;
- contrainte par corps ;
- réglementation du commerce des boissons alcooliques ou alcoolisées ;
- répression de l'ivresse publique ;
- contrôle des disques et autres enregistrements phonographiques ;
- publicité par affiches, panneaux-réclames et enseignes ;
- contrôle des prix ;
- professions libérales ;
- législation du travail et notamment des conflits sociaux
- émigration des travailleurs ;
- prévention et traitement des maladies mentales ;
- service militaire obligatoire ;
- bien de famille.

ART. 45. — Sont investis des fonctions d'officier de l'état civil, les présidents des conseils communaux, et en cas d'absence, d'empêchement ou sur délégation spéciale, leurs adjoints.

Ces présidents peuvent, par arrêtés, déléguer aux personnels exerçant dans les services communaux, les fonctions qu'ils

exercent en tant qu'officier de l'état civil dans les conditions et suivant les modalités fixées par l'article 3 du dahir du 18 jomada I 1369 (8 mars 1950) portant extension du régime de l'état civil institué par le dahir du 24 chaoual 1333 (4 septembre 1915).

ART. 46. — Le président du conseil peut faire exécuter d'office aux frais et dépens des intéressés, dans les conditions qui seront fixées par décret, toutes mesures ayant pour objet d'assurer la sûreté ou la commodité des passages, la salubrité et l'hygiène publiques telles qu'elles entrent dans ses attributions.

ART. 47. — Le président peut, de même, demander à l'autorité locale compétente, de requérir l'usage de la force publique, dans la limite de la législation en vigueur en la matière, pour assurer le respect de ses arrêtés et décisions.

ART. 48. — Le président du conseil communal dirige les services communaux nécessaires à l'exécution des missions qui lui sont confiées en vertu du présent dahir.

Les communes disposent d'un corps particulier de fonctionnaires communaux relevant du dahir n° 1-58-008 du 4 chaabane 1377 (24 février 1958) portant statut général de la fonction publique, sous réserve de certaines dispositions particulières fixées par le décret portant statut de ce personnel.

Le président est le chef hiérarchique de ce personnel et nomme aux emplois conformément aux dispositions du statut particulier.

Le président nomme et gère également les agents temporaires, journaliers et occasionnels.

ART. 49. — Lorsque le président du conseil communal refuse ou s'abstient de prendre les actes qui lui sont légalement impartis, l'autorité locale compétente peut, après l'en avoir requis, y procéder d'office.

ART. 50. — Le président peut, par arrêté, déléguer à un ou plusieurs de ses adjoints et en cas d'empêchement de ces derniers, à un ou plusieurs conseillers communaux, partie de ses pouvoirs.

Ces arrêtés sont publiés par la presse ou portés à la connaissance des particuliers par tous moyens appropriés.

ART. 51. — Pour être exécutoires, les arrêtés pris par le président du conseil communal en vertu des articles 42, paragraphe 3 et 44 ci-dessus doivent être revêtus du visa du ministre de l'intérieur ou de son délégué. Le visa ou le refus de viser doit intervenir, à compter de la réception de l'arrêté par le ministre de l'intérieur ou son délégué dans un délai de 45 jours pour les arrêtés pris en vertu de l'article 42, paragraphe 3 et dans un délai de 15 jours pour les arrêtés pris en vertu de l'article 44. A défaut de décision dans ces délais, l'arrêté est réputé approuvé.

Les arrêtés du président, à l'exclusion de ceux qui font l'objet d'une notification aux intéressés, doivent être affichés en des lieux déterminés par l'autorité locale compétente, publiés par la presse ou portés à la connaissance des intéressés par tout autre moyen approprié.

La publication est constatée par une déclaration certifiée par l'autorité locale compétente et la notification individuelle, par l'original de la signification conservé dans les archives de la commune et portant mention de la remise, souscrite par l'agent notificateur.

ART. 52. — En cas d'absence ou d'empêchement, le président est provisoirement remplacé dans la plénitude de ses fonctions par un adjoint dans l'ordre des nominations ou à défaut d'adjoint, par un conseiller communal désigné par le conseil, sinon pris dans l'ordre du tableau qui est déterminé :

- 1 - par la date la plus ancienne de l'élection ;
- 2 - entre conseillers de même ancienneté, par le plus grand nombre de suffrages obtenus ;
- 3 - à égalité d'ancienneté et de suffrages, par priorité d'âge.

ART. 53. — Les fonctions de président, adjoint, rapporteur du budget, secrétaire et conseiller sont gratuites, sous réserve, pour le président et les membres du bureau, d'indemnités de fonction, de représentation et de déplacement qu'ils peuvent percevoir dans des conditions et pour un montant fixés par décret.

Titre III

LES SYNDICATS DE COMMUNES

ART. 54. — Les communes peuvent être autorisées à se constituer en syndicat pour la réalisation d'une œuvre commune, d'un service d'intérêt intercommunal ou pour la gestion des fonds propres à chacune d'elles et destinés au financement de travaux édilitaires et au paiement de certaines dépenses communes de fonctionnement.

La création de ces syndicats est autorisée par le ministre de l'intérieur sur le vu des délibérations des conseils communaux intéressés.

Des communes autres que celles initialement associées peuvent être admises à faire partie d'un syndicat. L'autorisation est donnée dans la même forme que celle prévue à l'alinéa précédent.

ART. 55. — Les syndicats des communes sont des établissements publics dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

La législation et la réglementation concernant la tutelle des communes leur sont applicables, de même que les règles financières et comptables des communes s'appliquent au budget et à la comptabilité des syndicats.

ART. 56. — Le syndicat est administré par un comité dont les membres sont élus par les conseils des communes intéressées. Chaque commune est représentée dans le comité par un délégué qui sera pris parmi les membres du conseil communal.

Le délégué est élu au scrutin secret et à la majorité absolue :

Si après deux tours de scrutin aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

Le délégué du conseil communal suit le sort de cette assemblée quant à la durée de son mandat. Toutefois si le conseil communal est suspendu, dissous ou démissionnaire en entier, le délégué reste en exercice jusqu'à ce que le nouveau conseil ait procédé à la désignation de son nouveau représentant au comité du syndicat.

Le délégué sortant est rééligible.

En cas de vacance du poste de délégué pour quelque cause que ce soit, le conseil communal pourvoit au remplacement dans le délai d'un mois.

ART. 57. — Le comité élit, parmi ses membres, un président qui a qualité pour exécuter le budget.

Titre IV

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX COMMUNES URBAINES DE L'AGGLOMÉRATION DE CASABLANCA.

ART. 58. — Par dérogation aux dispositions du présent dahir, les affaires intéressant deux ou plusieurs communes urbaines de l'agglomération urbaine de Casablanca sont, dans les domaines énumérés à l'article 59 ci-après, coordonnées et gérées par une personne morale de droit public, dotée de l'autonomie financière et dénommée « communauté urbaine de Casablanca ».

ART. 59. — Les domaines visés à l'article précédent, sont les suivants :

- 1 - signalisation et voirie, à l'exclusion des travaux :
 - d'entretien des chaussées ;
 - de desserte intérieure des communes ;
 - de réfection des bordures et revêtement des trottoirs.
- 2 - eau et électricité ;
- 3 - transport public urbain de voyageurs ;
- 4 - création et gestion des installations frigorifiques ;
- 5 - assainissement, à l'exclusion des travaux de branchements particuliers au réseau ;
- 6 - collecte d'ordures ménagères à partir d'un point central d'enlèvement fixé par la communauté ;
- 7 - traitement d'ordures ménagères ;
- 8 - éclairage public, à l'exclusion des travaux d'entretien et d'éclairage des voies de desserte intérieure des communes ;
- 9 - espaces verts, à l'exclusion des travaux d'intérêt communal ;
- 10 - création, entretien et gestion des abattoirs et marchés de gros ;
- 11 - service de secours et de lutte contre l'incendie ;
- 12 - régies, entreprises et sociétés d'intérêt intercommunal ;
- 13 - projet de plan d'aménagement.

Les attributions de la communauté urbaine de Casablanca peuvent être étendues par délibération du conseil avec l'accord des conseils des communes intéressées de la communauté.

ART. 60. — La communauté urbaine et les communes urbaines de l'agglomération de Casablanca sont substituées de plein droit, pour l'exercice de leurs compétences respectives, à l'ex-commune urbaine de Casablanca.

ART. 61. — La communauté urbaine de Casablanca est également substituée pour l'exercice de ses seules compétences, à l'ex-commune de Casablanca lorsque celle-ci est groupée avec des communes extérieures à la communauté.

«Article 62. — Le conseil de la communauté urbaine de Casablanca exerce, dans les limites des attributions de cette dernière, les compétences reconnues par les lois et règlements aux conseils communaux.

«Le président de la communauté urbaine de Casablanca exerce les attributions conférées aux présidents des conseils communaux par les lois et règlements, à l'exception de celles prévues aux articles 18 (1er alinéa), 37, 41 (2e alinéa), 42, 44 (1er alinéa), 46 et 48 ci-dessus qui sont exercées, (1) pour la communauté urbaine de Casablanca, par le Wali du Grand Casablanca. (2)

«Le Wali n'assiste pas au vote des comités administratifs.»

ART. 63. — La communauté urbaine de Casablanca peut passer avec les communes de l'agglomération, avec leurs groupements ou avec tout autre collectivité ou établissement public, toute convention en vue de la réalisation d'un ou plusieurs objets entrant dans leurs compétences respectives.

ART. 64. — Les affaires de la communauté sont gérées par un conseil composé des présidents des communes urbaines de l'agglomération de Casablanca et de leurs adjoints.

«Dans les quinze jours qui suivent l'élection définitive des bureaux des conseils des communes urbaines de Casablanca, le conseil de la communauté se réunit sur convocation du Wali du Grand Casablanca et sous la présidence (1) du plus âgé de ces membres, pour élire un président et plusieurs adjoints qui forment le bureau dudit conseil.

(1) — Décret-loi n° 2-80-556 du 22 chaoual 1400 (2 septembre 1980).

(2) — Dahir portant loi n° 1-84-165 du 6 moharram 1405 (2 octobre 1984).

Les adjoints sont choisis à raison d'un adjoint par commune urbaine.

L'élection du président et des adjoints a lieu dans les conditions de quorum et de majorité prévues aux 2^e et 3^e alinéas de l'article 2 du présent dahir.

ART. 65. — Le président du conseil de la communauté urbaine de Casablanca exerce les attributions qui lui sont reconnues par le présent dahir dès que son élection est devenue définitive. Il reçoit de Notre Majesté un dahir qui l'investit de Notre confiance et le munit de Nos recommandations.

ART. 66. — Le conseil règle par ses délibérations les affaires qui sont de la compétence de la communauté.

Les conditions de fonctionnement du conseil, les conditions d'exécution, de nullité de droit et d'annulabilité de ses délibérations et les modalités de tutelle sont celles fixées par le présent dahir pour les communes. De même les règles financières et comptables des communes s'appliquent au budget et à la comptabilité de la communauté.

Sont également soumis aux dispositions de l'article 53 ci-dessus, le président, ses adjoints, le rapporteur du budget, le secrétaire et les membres du conseil de la communauté urbaine de Casablanca.

« TITRE IV bis

« Dispositions particulières aux communes urbaines « de l'agglomération urbaine de Rabat

« Article 66 bis. — Par dérogation aux dispositions du présent dahir, les affaires intéressant deux ou plusieurs communes urbaines de l'agglomération urbaine de Rabat sont, dans les domaines énumérés à l'article 59 ci-dessus, coordonnées et gérées par une personne morale de droit public, dotée de l'autonomie financière et dénommée « communauté urbaine de Rabat ».

« Sont applicables à la communauté urbaine de Rabat les dispositions des articles 62 à 66 inclus relatives à la communauté urbaine de Casablanca, les attributions conférées, dans cette dernière communauté, au Wali du grand Casablanca étant, en ce qui concerne la communauté urbaine de Rabat, dévolues au Wali de Rabat-Salé. » (1)

(1) — Dahir portant loi n° 1-84-165 du 6 moharram 1405 (2 octobre

« TITRE V

« Régime particulier à la commune urbaine
« de Rabat-Hassan

« Article 67. — Les dispositions des articles 18 (1^{er} alinéa),
« 42 (paragraphe 3), 44 (1^{er} alinéa), 45, 46, 47 et 48 ci-dessus ne
« sont pas applicables au président du conseil communal de
« Rabat-Hassan.

« Les attributions reconnues aux présidents des conseils com-
« munaux par les dispositions visées à l'alinéa précédent sont
« exercées, dans la commune de Rabat-Hassan, par le gouverneur
« de la préfecture de Rabat ou l'autorité administrative déléguée
« par lui à cet effet. » (1)

« TITRE V bis

« Régime particulier à la commune urbaine
« du Méchouar de Casablanca

« Article 67 bis. — Les dispositions des articles 18 (1^{er} alinéa),
« 42, 44 (1^{er} alinéa), 45, 46, 47 et 48 ci-dessus ne sont pas applica-
« bles au président du conseil communal du Méchouar de
« Casablanca.

« Les attributions reconnues par ces articles aux présidents
« des conseils communaux sont exercées, dans la commune ur-
« baine du Méchouar de Casablanca, par le Pacha de cette
« commune, assisté d'un adjoint nommé par décret. » (1)

TITRE VI

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES ET FINALES

ART. 68. — Les pouvoirs reconnus par le présent dahir et
les textes pris pour son application, à l'autorité locale compé-
tente, sont exercés, sauf dispositions contraires :

- dans les communes urbaines, chefs-lieux de préfectures
ou de provinces, par le gouverneur de la préfecture
ou de la province,
- dans les communes urbaines autres que celles visées ci-
dessus, par le pacha,
- dans les communes rurales, par le caïd.

En cas d'absence, de suspension ou de tout autre empêche-
ment, le gouverneur est remplacé par le secrétaire général dans
les conditions prévues au 2^e alinéa de l'article 30 du dahir
n° 1-63-038 du 5 chaoual 1382 (1^{er} mars 1963) portant statut
particulier des administrateurs du ministère de l'intérieur et
le pacha ou caïd est provisoirement remplacé dans la plénitude de
ses attributions par son premier khalifa.

ART. 69. — Est abrogé le dahir n° 1-59-315 du 28 hija 1379
(23 juin 1960) relatif à l'organisation communale.

(1) — Dahir portant loi n° 1-84-165 du 6 moharram 1405 (2 octobre

ART. 70. — Le présent dahir portant loi prend effet à compter de la date de la proclamation officielle des résultats définitifs des premières élections communales devant intervenir postérieurement à la publication du présent texte au *Bulletin officiel*.

Les conseils communaux et leurs présidents en place à la date de publication du présent dahir ainsi que les autorités locales, continueront à exercer leurs attributions conformément au dahir précité n° 1-59-315 du 28 hija 1379 (23 juin 1960), jusqu'à l'élection des membres des bureaux des conseils communaux issus des élections visées à l'alinéa précédent.

Fait à Rabat, le 5 chaoual 1396 (30 septembre 1976).

Pour contreseing :..

Le Premier ministre,

AHMED OSMAN.

**NEW
DOCUMENT**

ظهر شريف بمثابة قانون يتعلق
بالتنظيم الجماعي

ظهر شريف بمثابة قانون يتعلق
بالتنظيم الجماعي

ظهر شريف رقم 1.76.583 بتاريخ 5 شوال 1396 (30 شتنبر 1976)
بمشاركة قانون يتعلق بالتنظيم الجماعي.

الحمد لله وحده

الطابع الشريف - بداخله :

(الحسن بن محمد بن يوسف بن الحسن الله وليه)

يعلم من ظهرنا الشريف هذا أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الدستور ولاسيما الفصول 87 و 88 و 102 منه ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يأتي :

الفصل I

الجماعات وحدات ترابية داخلية في حكم القانون العام وتمتع
بالشخصية المعنوية والاستقلال المالي.

وتنقسم الى جماعات حضرية وجماعات قروية .

وتشتمل الجماعات الحضرية على البلديات والمراكز المتمتعة

بالشخصية المعنوية والاستقلال المالي.

ويمكن الاذن للجماعات في أن تؤلف نقابات فيما بينها .

ويدبر شؤون الجماعة مجلس جماعي .

الجزء الاول

المجلس الجماعي

الباب الاول

المكتب وتكوينه .

الفصل 2

ينتخب المجلس الجماعي من بين أعضائه رئيسا وعدة مساعدين

يؤلفون مكتب المجلس المذكور . ويجرى هذا الانتخاب خلال الخمسة

عشر يوما الموالية اما لتاريخ الانتخاب الاول للمجلس أو لتاريخ

تجديده بكامله . ويجتمع المجلس في كلتا الحالتين باستدعاء من

السلطة المحلية المختصة وتحت رئاسة العضو الاكبر سنا .

ويتم انتخاب الرئيس والمساعدين طبقا لشروط النصاب القانوني المقررة في الفصل 19 وبواسطة الاقتراع السري . ولا يمكن أن يقع الانتخاب في الدورتين الاوليين للاقتراع الا بالاغلبية المطلقة ، واذا كان من الضروري اجراء اقتراع ثالث فان الانتخاب في هذه الحالة يكون بالاغلبية النسبية.

وفي حالة تعادل الاصوات يعلن عن انتخاب المرشح الاكبر سنا . ولا يجوز انتخاب الاشخاص الاتي ذكرهم رؤساءه او مساعدين ولا أن يرأولوا هذه المهام ولو بصفة مؤقتة :

رؤساء وأعوان ومستخدمو الادارات المالية وأعوان الضباط وكذا حراس المؤسسات العمومية والحراس الخصوصيون عندما يكون هؤلاء الحراس محققين بصفة قانونية ومرتبين : با رسميا او حاملين شارة ظاهرة أثناء مراوة مهامهم .

ولا يمكن أن يكون مساعدين المستشارون الذين هم ماجورون للرئيس .

وينتخب الرئيس ومساعدوه لنفس مدة انتخاب المجلس الجماعي .

الفصل 3

يختلف عدد المساعدين تبعا لعدد سكان الجماعة المنية .

ويحدد في :

مساعدين اثنين للجماعات التي يبلغ عدد سكانها 7.500 أو يقل عن هذا العدد ؛

ثلاثة مساعدين للجماعات التي يتراوح عدد سكانها بين 7.501 و 15.000 ؛

أربعة مساعدين للجماعات التي يتراوح عدد سكانها بين 15.001 و 25.000 ؛

خمسة مساعدين للجماعات التي يتراوح عدد سكانها بين 25.001 و 100.000 ؛

سبعة مساعدين للجماعات التي يتراوح عدد سكانها بين 100.001 و 225.000 ؛

سبعة مساعدين للجماعات التي يبلغ عدد سكانها 225.001 فأكثر .

الفصل 4

يمكن إلغاء انتخاب الرئيس أو مساعديه طبق الشروط والكيفيات والأجال المنصوص عليها بشأن الطعون في انتخابات المجلس الجماعي بالفصل 35 وما يليه الى غاية الفصل 40 من الظهير الشريف رقم I.59.161 الصادر في 27 صفر 1379 (فاتح شتمبر 1959) بشأن انتخاب المجالس الجامعية.

الفصل 5

يجارس رؤساء المجالس الجامعية الاختصاصات المخولة اياهم بظهيرنا الشريف هذا بمجرد ما يصبح انتخابهم نهائيا ويتسلم كل رئيس ظهيرا شريفا من جانبنا المؤيد بالله ببرز الثقة التي وضعناها فيه ويتضمن توصياتنا اليه.

الفصل 6

توجه الاستقالة الاختيارية من الرئيس أو مساعديه الى العامل وتعتبر نهائية ابتداء من اعلان العامل عن قبولها أو - عند عدم هذا القول - بعد مرور شهر واحد على توجيه الاستقالة من جديد في رسالة مضمونة.

ويواصل الرئيس ومساعديه المستقيلون من اولة مهامهم الى أن يتم تصنيف من يخلفونهم في هذه المهام.

الفصل 7

يمكن اقالة الرئيس من مهامه بقرار يصادق عليه ثلثا الاعضاء المزاولين مهامهم في حظيرة المجلس . وتترتب عن هذه الاقالة ، التي يعمل بها بمجرد اعلان السلطة المحلية عن استلام المقرر ، اقالة مساعديه.

ولا يمكن اقالة رئيس المجلس طبق الكيفيات المقررة في المقطع السابق الا بعد انصرام أجل سنتين يتعدى من تاريخ انتخابه النهائي

الفصل 8

يمكن توقيف أو عزل رؤساء المجالس الجامعية ومساعديهم بعد الاستماع اليهم أو استدعائهم للادلاء بايضاحات كتابية حول الاعمال المنسوبة اليهم.

ويتم التوقيف الذى لا يمكن أن يتجاوز شهرا واحدا بموجب قرار مدعم بأسباب يصدره وزير الداخلية وينشر فى الجريدة الرسمية .
ويترتب بحكم القانون عن العزل المقرر بمرسوم عدم أهلية الانتخاب لمهام الرئيس ومهام المساعد خلال سنة تبتدىء من تاريخ العمل بالمرسوم المذكور ما عدا اذا تم من قبل تجديد عام للمجالس الجماعية .

الفصل 9

اذا انقطع الرئيس أو مساعده عن مزاوله مهامهم لاي سبب من الاسباب استدعى المجلس لانتخاب من يخلفونهم :
اما فى ظرف الخمسة عشر يوما الموالية للانقطاع عن مزاوله المهام اذا كان من الممكن القيام بكيفية صحيحة بهذا الانتخاب دون ضرورة الالتجاء الى اجراء انتخابات تكميلية :
أو فى حالة العكس خلال الخمسة عشر يوما الموالية لهذه الانتخابات التكميلية .

الباب الثانى

التوقيف والحل

الفصل 10

يمكن حل المجلس الجماعى بموجب مرسوم مدعم بأسباب يتداول فيه بمجلس وزارى وينشر فى الجريدة الرسمية وفى حالة الاستعجال يمكن توقيف المجلس بموجب قرار مدعم بأسباب يصدره وزير الداخلية وينشر فى الجريدة الرسمية ، غير أن مدة التوقيف لا يمكن أن تتجاوز ثلاثة أشهر .

الفصل 11

اذا فقد المجلس الجماعى بسبب استقالة أو وفاة أو أى سبب آخر :
الثلث على الأقل وأقل من نصف أعضائه فانه يتم بطريق الانتخابات الجزئية فى ظرف الستة أشهر الموالية لتاريخ آخر شغور :
أكثر من نصف أعضائه فانه يوقف بحكم القانون الى أن يقع تكميمه .

الفصل 12

ان مدة انتداب المستشارين المتفرعين عن انتخابات تكميلية تنتهى فى التاريخ الذى كان مقررا فيه انتهاء مدة انتداب الاعضاء الذين خلفوهم .

الفصل 13

إذا وقع توقيف مجلس جماعى أو حله أو إذا تعذر تأليف مجلس وجب فى ظرف خمسة عشر يوما تعيين لجنة خاصة بموجب قرار لوزير الداخلى للقيام بالمهام التى تنتهى بحكم القانون بمجرد تأليف المجلس الجماعى من جديد .

ويحدد عدد أعضاء اللجنة الخاصة فى أربعة اذا كان المجلس الجماعى يحتوى على أقل من اثنى عشر عضوا وفيما بين خمسة وثمانية فى الحالات الأخرى وتترأس السلطة المحلية المختصة للجماعة اللجنة الخاصة وتزاول الاختصاصات المخولة بموجب ظهيرنا الشريف هذا لرئيس المجلس الجماعى .

وتنحصر سلطات اللجنة الخاصة فى الاعمال الادارية المحضنة المستعجلة ولا يمكن أن تلزم الاموال الجماعية فيما يتجاوز الموارد المتوفرة فى السنة المالية الجارية .

الفصل 14

يجرى ، كلما وقع حل المجلس الجماعى أو توقيفه نتيجة فقد أكثر من نصف أعضائه ، انتخاب أعضاء المجلس الجديد فى ظرف الستة أشهر الموالية لتاريخ الحل أو التوقيف ماعدا اذا صادف ذلك الستة أشهر السابقة لتاريخ التجديد العام للمجالس الجماعية .

الباب الثالث

التسيير .

الفصل 15

يجتمع المجلس الجماعى وجوبا باستدعاء من رئيسته أربع مرات فى السنة فى دورة عادية خلال شهور يبرابر وأبريل وغيشت وأكتوبر . ولا يمكن أن تتجاوز مدة كل دورة خمسة عشر يوما متزاوية من أيام العمل ويمكن تمديد هذه المدة بقرار يصدره العامل بطلب من الرئيس . ويستدعى الرئيس كلما دعت الظروف الى ذلك المجلس لعقد دورة غير عادية اما بمبادرة منه أو عندما يتلقى طلبا كتابيا فى هذا الشأن من السلطة المحلية المختصة أو من ثلث الاعضاء المزاولين مهامهم فى حظيرة المجلس .

ويجتمع المجلس بعد ارسال الاستدعاءات بثلاثة أيام كاملة على أقل تقدير .

الفصل 16

يضع رئيس المجلس الجماعي جدول أعمال الدورات بتعاون مع المكتب ويبلغه الى السلطة المحلية المختصة التي تتوفر على أجل ثمانية أيام للعمل على أن تدرج فيه المسائل الاضافية التي تعتزم عرضها على نظر المجلس.

ويجوز لكل مستشار أن يتترح على الرئيس أن يدرج في جدول أعمال الدورات كل مسألة تدخل في اختصاصات المجلس.

ويحصر الرئيس حينئذ جدول الاعمال النهائى الذى يوجه الى السلطة المحلية المختصة قبل تاريخ افتتاح الدورة بثلاثة أيام على الاقل.

الفصل 17

تحضر الجلسات السلطة المحلية المختصة أو ممثلها ولا تشارك فى التصويت ويمكن أن تقدم بطلب من الرئيس جميع الملاحظات المفيدة المتعلقة بمدوات المجلس ولاسيما فيما يخص المسائل المدرجة فى جدول الاعمال وفقا لطلبها.

الفصل 18

ان الموظفين المزاولين مهامهم بالمصالح الجماعية والذين يستدعيهم رئيس المجلس اما باعاز منه أو بطلب من السلطة المحلية المختصة يحضرون الجلسات بصفة استشارية وبخصوص المسائل الداخلة فى اختصاصاتهم.

ويمكن استدعاء موظفي وأعوان الدولة أو المؤسسات العمومية المزاولين مهامهم بتراب الجماعة لاجل المشاركة فى أشغال المجلس بصفة استشارية . ويتم استدعاؤهم بواسطة السلطة المحلية.

الفصل 19

يتداول المجلس الجماعى فى اجتماع عام ولا يمكن أن يتداول بكيفية صحيحة الا بحضور أكثر من نصف أعضائه المزاولين مهامهم فى الجلسة وفى نطاق المشاكل المدرجة فى جدول الاعمال فقط ، ويعارض الرئيس فى مناقشة كل مسألة غير مدرجة فى جدول الاعمال المذكور.

وإذا لم يتوفر المجلس الجماعى على العدد الكافى بعد استدعاء أول فان المقرر المتخذ بعد استدعاء ثان والموجه فى ظرف ثلاثة أيام

على الأقل بعد اليوم المحدد للاجتماع السابق لا يعد صحيحاً
الا اذا حضر الجلسة ثلث الاعضاء المزاولين مهامهم على الأقل.
وإذا تعذر في هذا الاجتماع الثاني التوفر على ثلث الاعضاء
المزاولين مهامهم امكن استدعاء المجلس طبق الكيفيات والآجال
المقررة في المقطع السابق لعقد اجتماع ثالث تكون مداواته
صحيحة كيفما كان عدد الاعضاء الحاضرين.

الفصل 20

تتخذ المقررات بالاغلبية المطلقة للمصوتين ماعدا في الحالة
الاستثنائية المقررة في المقطع الثالث من هذا الفصل.

ويتم التصويت بالاقتراع العلني وبصفة استثنائية بالاقتراع
السري اذا طلب ثلث الاعضاء الحاضرين ذلك أو كان الامر يتعلق
بتعيين أو تقديم.

وفي حالة التعيين أو التقديم يباشر الانتخاب ضمن الشروط
المعينة في المقطعين الثاني والثالث من الفصل الثاني.

وينص في محضر الجلسة على أسماء المصوتين.

وإذا كان التصويت علنيا يرجح عند تعادل الاصوات الجانب
المنتمى اليه الرئيس ويدرج في محضر الجلسة بيان التصويت
الخاص بكل مصوت.

الفصل 21

تكون الجلسات العامة للمجلس الجماعي عمومية وتعلق جداول
أعمالها وتوارىخها بمقر الجماعة ، ويسهر الرئيس على النظام أثناء
الاجتماع . وله الحق في أن يطرد من بين الحضور كل شخص يخل
بالنظام . ويستدعى السلطة المحلية للتدخل فيما اذا تعذر عليه
العمل مباشرة على احترام النظام.

ويجوز أن يقرر في الاجتماع دون مداوات بطلب من الرئيس
أو السلطة المحلية المختصة أو ممثلها أو بطلب ثلاثة من الاعضاء
عقد اجتماع سري وتحضر الجلسة السلطة المحلية المختصة
أو ممثلها.

الفصل 22

يحرر محضر للجلسات ويضمن في سجل يرقمه ويؤشر عليه
الرئيس وكاتب المجلس.

ويوقع الرئيس والكاتب على المقررات.

الفصل 23

يعلق مخلص المقررات في ظرف ثمانية أيام بباب دار الجماعة ويحق لكل ناخب أو ملزم باداء الضريبة أن يطلب الاطلاع على المقررات وياخذ نسخة كاملة أو جزئية منها ويجوز لكل واحد ان ينشرها تحت مسؤوليته.

الفصل 24

كل عضو من المجلس الجماعي لم يلب ثلاثة استتماعات متوالية دون ما سبب يقبله المجلس أو امتنع دون عذر مقبول من القيام باحدى المهام المنوطة به بموجب النصوص المعمول بها يمكن أن يعلن ، بعد السماح له بتقديم ايفساحات عن استتاقته بموجب قرار لوزير الداخلية مدعم بأسباب ، ويوجه الطلب الراسي الى الاعلان عن استتاقه المعنى بالامر من طرف رئيس المجلس أو السلطة المحلية مشفوعا برأى مدير للمجلس المذكور وحسب الحالة برأى السلطة المحلية أو الرئيس الى العامل الذي يرفعه الى وزير الداخلية . ولا يمكن اعادة انتخاب المعنى بالامر قبل انصرام سنة تبتدىء من تاريخ صدور القرار المذكور ما لم يتم القيام من قبل بتجديد عام للمجالس الجماعية.

الفصل 25

توجه الاستتاقات الاختيارية الى العامل الذي يرفعها الى وزير الداخلية وتعتبر نهائية ابتداء من تاريخ اعلام العامل باستلامها وعند عدم صدور هذا الاعلام بعد مرور شهر واحد على توجيه الاستتاقه من جديد في رسالة مضمونة.

الفصل 26

يؤلف المجلس لجانا دائمة لدراسة القضايا التي يجب ان تعرض على الاجتماع العام ويرأس كل لجنة رئيس المجلس الجماعي ، و مندوبه الذي يمكن أن يستعين بالسلطة المحلية المختصة أو مشاهرا . ويتعين تأليف لجنتين دائمتين على الاقل يعهد اليهما بدراسة المسائل المالية والميزانية ودراسة المسائل الاقتصادية والاجتماعية.

الفصل 27

لا يسوغ للجان أن تزاوّل أى اختصاص من الاختصاصات المخولة للمجلس العام . ويعتبر رئيس اللجنة بحكم القانون مقررا لاشغالها

ويجوز له أن يستدعي الموظفين المزاولين مهامهم بالمصالح الجماعية للمشاركة بصفة استشارية في أعمال اللجنة ويمكنه كذلك أن يستدعي لنفس الغاية بواسطة السلطة المحلية موظفي وأعيان الدولة أو المؤسسات العمومية المزاولين مهامهم بتراب الجماعة.

الفصل 28

يجب على المشغلين أن يمنحوا الماجورين الماملين في مقارلاتهم والذين هم أعضاء في المجلس الجماعي الوقت الضروري للمشاركة في الجلسات العامة للمجلس أو اللجان التابعة له.

ولا يؤدي للماجورين عن الوقت الذي يقضونه في مختلف جلسات المجلس واللجان التابعة له ما يتقاضونه من أجره وقت العمل ويمكن أن يقع توفيق هذا الوقت.

ولا يمكن أن يكون توقيف العمل المقرر في هذا الفصل سببا في فسح عقدة العمل من طرف المشغل والا نجم عن ذلك أداء توفيقات عن الضرر لفائدة الماجورين.

الفصل 29

يضع المجلس نظامه الداخلي.

الباب الرابع

الاختصاصات.

الفصل 30

يفصل المجلس بمداولاته في قضايا الجماعة ويتخذ لهذه الغاية التدابير اللازمة ليضمن للجماعة المحلية كامل نموصها الاقتصادي والاجتماعي والثقافي ويستفيد المجلس من مساعدة الدولة والاشخاص المومنين الاخرين للقيام بهمته.

ويمارس المجلس على الخصوص المهام الآتية :

1 - يهتم على ميزانية الجماعة ويدير حساب السنة المالية المختصة ويصادق عليه طبقا للكيفيات والشروط المقررة في التشريع المعمول به ؛

2 - يضع مخطط التنمية الاقتصادية والاجتماعية للجماعة طبقا للاتجاهات والاهداف المقررة في المخطط الوطني . وتحقيقا لهذه الغاية :

- أ) يحدد برنامج تجهيز الجامعة في حدود الوسائل الخاصة بالجامعة والوسائل الموضوعة رهن اشارتها ؛
 - ب) يقترح على الادارة الاعمال الواجب القيام بها للنهوض بتنمية الجامعة اذا كانت هذه الاعمال تتجاوز حدود الاختصاص الجامعي او تتجاوز نطاق وسائل الجامعة والوسائل الموضوعة رهن اشارتها ؛
 - 3 - يحدد شروط القيام باعمال التنمية التي تنجزها الجامعة بانفاق مع الادارات العمومية أو الاشخاص المعنويين الجاري عليهم القانون العام في الميادين الداخلة في نطاق اختصاصاتهم ؛
 - 4 - يقرر احداث وتنظيم المصالح العمومية الجامعية وتدير شؤونها إما عن طريق الوكالة المباشرة أو الوكالة المستقلة وإما عن طريق الامتياز ؛
 - 5 - يدرس مشاريع مخططات التجهيز أو التنمية الخاصة بالجامعة ؛
 - 6 - يحدد شروط المحافظة على الملك العامى واستغلاله واستثماره في حدود الاختصاصات المخولة اياه بموجب القانون ؛
 - 7 - يقرر المساهمة المالية للجامعة في مقاولات الاقتصاد المختلط ذات الفائدة الجماعية أو المشتركة بين الجامعات ؛
 - 8 - يجب أن يطرح سلفا على كل مشروع يتعين اجزاه من طرف الدولة أو أية جماعة أو مؤسسة عمومية أخرى بتراب الجماعة ؛
 - 9 - يبنى رأيه كلما استوجبت ذلك القوانين والانظمة أو كلما طلبته الإدارة ؛
 - 10 - يفصل كذلك بمداوالاته في القضايا التي ستكون من اختصاصه طبقا للفصل 44 من الظهير الشريف رقم 68. TOR2 الصادر في 11 شوال 1388 (31 دجنبر 1968) بمطاباة قانون المالية عن سنة 1969 ؛
 - II - يمكن أن يبنى بعض الرغبات فيما يتعلق بجميع القضايا المحلية غير أنه يمنع عليه ابداء رغبات تكتسى صبغة سياسية أو صبغة لا صلة لها بالاهداف ذات الفائدة المحلية .
- وتوجه الاتراحات والرغبات الى السلطات المختصة في هذا الميدان

الفصل 3I

ان مقررات المجلس الجماعى الخاصة بالمشاريع الآتية لا تكون قابلة للتنفيذ الا اذا صادقت عليها السلطة الادارية العليا :

- I - الميزانية الجماعية ؛
- 2 - الاقتراضات المطلوب ابرامها والضمانات الواجب منحها ؛
- 3 - فتح حسابات خارج الميزانية ؛
- 4 - فتح اعتمادات جديدة ورفع مبالغ اعتمادات ؛
- 5 - التحويلات من فصل الى فصل ؛
- 6 - تحديد نوع أساس الضرائب والتعاريف وقواعد استخلاص مختلف الاداءات والوجيبات والحقوق المختلفة التى تقبض لفائدة الجماعة ، وذلك فى نطاق القوانين والانظمة المعمول بها ؛
- 7 - الانظمة العامة التى تهم شؤون طرق المواصلات والبناء والمحافظة على الصحة فى نطاق القوانين والانظمة المعمول بها ؛
- 8 - الامتيازات والوكالات وغيرها من أنواع تدبير شؤون المصالح العمومية الجماعية والمساهمة فى شركات اقتصادية مختلطة وجميع المسائل التى لها ارتباط بمختلف هذه الاعمال ؛
- 9 - الأشتراآت أو التفويتات أو المعاملات أو المعاوضات المتعلقة بعقارات الملك الخاص وأعمال تدبير الملك العمومي ؛
- 10 - عقود الايجار التى تتجاوز مدتها 10 سنوات ؛
- II - تحويل تخصيص البناءات الجماعية المجمولة رهن اشارة مصالح عمومية ؛
- I2 - تسمية الساحات والطرق العمومية اذا كانت هذه التسمية تكون تشريفا عموميا أو تذكيرا بحادث تاريخي ؛
- I3 - قبول أو رفض هبات ووصايا تقتضى تكاليف أو تخصيصا معيناً ؛
- I4 - احداث أو حذف أو تبديل أماكن المعارض أو الأسواق أو تازيغ اقامتها .

وتوجه السلطة المحلية المختصة الى وزير الداخلية فى ظرف خمسة عشر يوما نسخاً من جميع المقررات المتعلقة بالمسائل المشار اليها أعلاه .

الفصل 32

يمكن أن يطلب وزير الداخلية من المجلس الجماعي اجراء دراسة جديدة بشأن مسألة سبق أن تداول فيها اذا ظهر له أنه من غير الممكن المصادقة على المقرر المتخذ.

الفصل 33

يوجه رئيس المجلس في ظرف خمسة عشر يوما نسخة من جميع المقررات غير المقررات المشار اليها في الفصل 31 اعلاه الى السلطة المحلية المختصة التي تسلم عنها وصولا .
وتكون المقررات قابلة للتنفيذ بعد انصرام أجل عشرين يوما على تاريخ تسليم الوصول المذكور ما عدا اذا كان هناك تعرض من العامل في حالي البطلان أو قابلية البطلان المقررتين في الفصلين 35 و 36 بعمده .

وفي هذه الحالة يبلغ العامل تعرضه المبرر على الطريق الادارية الى رئيس المجلس الجماعي ويوجه في نفس الوقت نسخة من المقرر الى وزير الداخلية الذي يسلم عنها وصولا .
أما الاجل المقرر في المقطع 2 اعلاه فيمكن للعامل تخفيفه تلقائيا أو بطلب من الرئيس .

الفصل 34

يتولى وزير الداخلية المصادقة المقررة في الفصل 31 خلال الثلاثة اشهر الموالية لتاريخ تسلم المقرر ما عدا في الحالة المنصوص فيه على خلاف ذلك بموجب نص تشريعي أو تنظيمي .

ويمكن أن يفرض وزير الداخلية في سلطة المصادقة الى العامل .
وفي هذه الحالة يحدد أجل المصادقة في 45 يوما ابتداء من يوم تسلم المقرر .

وتبلغ المصادقة أو الرفض المدعم بأسباب الى السلطة المحلية المختصة التي تخبر بذلك رئيس المجلس .

ويعتبر علم صدور مقرر في الاجلين المحددين في المقتضيين 1 و 2 اعلاه بمثابة مصادقة . غير أنه يمكن تجديد هذين الاجلين مرة واحدة ولنفس المدة بمرسوم مدعوم بأسباب يصدر باقتراح من وزير الداخلية .

الفصل 35

تعتبر باطلة بحكم القانون المقررات المتعلقة بموضوع خارج عن نطاق اختصاصات المجلس الجماعى أو المتخذة خرقا للنصوص التشريعية أو التنظيمية المعمول بها.

ويعلن عن البطلان بقرار مدعم بأسباب يصدره وزير الداخلية ويمكن الاعلان عنه فى كل وقت وأن تلقائيا من طرف هذا الوزير أو بطلب من الاطراف المعنية بالامر.

الفصل 36

يعتبر قابلا للبطلان المقرر الذى شارك فى اتخاذه مستشار جماعى يهيمه بصفة شخصية أو بصفته نائبا عن غيره أمر القضية الصادر المقرر بشأنها.

ويعلن عن البطلان بقرار مدعم بأسباب يصدره وزير الداخلية اما تلقائيا فى أجل الثلاثة أشهر الموالية لتاريخ تسلم المقرر واما بطلب من كل شخص يعنيه الامر بشرط أن يوجه الطلب المذكور الى وزير الداخلية خلال الثلاثين يوما الموالية ليوم تعليق الاعلان عن المقرر ويسلم وصول عن الطلب.

الجزء الثانى

اختصاصات رئيس المجلس الجماعى والسلطة المحلية

الفصل 37

ينفذ الرئيس مقررات المجلس ويتخذ التدابير اللازمة لهذا الغرض ويسهر على مراقبة تنفيذها.

الفصل 38

يتولى الرئيس رئاسة المجلس ماعدا فى حالة دراسة الحساب الادارى وفى هذه الحالة يحضر الجلسة وينسحب وقت التصويت . ويعين المجلس لرئاسة هذه الجلسة رئيسا يختار خارج أعضاء المكتب.

الفصل 39

يمثل رئيس المجلس الجماعى الجماعة فى جميع أعمال الحياة المدنية والادارية طبقا للنصوص التشريعية والتنظيمية المعمول بها.

الفصل 40

يعين الرئيس باتفاق مع أعضاء المجلس كاتباً أو عدة كتاب يعهد اليهم على الخصوص بتحرير محاضر الجلسات وحفظها.
ويعين الرئيس طبق الشروط المقررة فى المقطع السابق مقرراً عاماً للميزانية وعند الاقتضاء مقرراً عاماً مساعداً يكلف بأن يقدم الى المجلس التقديرات المالية والحسابات الادارية.

الفصل 41

يكون مقرر الميزانية بحكم القانون عضواً فى لجنة المالية وفى جميع لجان المناقصة.
ويطلع رئيس المجلس الجماعى على الوثائق والاوراق الحسابية الكفيلة بمساعدته على القيام بمهمته.

الفصل 42

يقوم الرئيس طبقاً لمقررات المجلس بما يلى :
I - انجاز أعمال الكراء والبيع والاقتناء وايرام صفقات الاشغال والادوات وتقديم الخدمات وقبول الهبات والوصايا ؛
2 - تنفيذ الميزانية ووضع الحسابات الادارية ؛
3 - اتخاذ القرارات لاجل تحديد الضرائب والادوات والوجيبات طبقاً للتشريع المعمول به فى هذا الميدان ؛
4 - القيام بصفة عامة بالمحافظة على ممتلكات الجماعة وادارة شؤونها.

الفصل 43

يمثل الرئيس الجماعة لدى المحاكم ولا يجوز له ما لم تكن هناك مقتضيات تشريعية مخالفة اقامة دعوى لدى المحاكم أو الدفاع أو طلب الاستئناف أو متابعتة فى دعوى الابناء على مقرر بالموافقة يصدره المجلس . غير أنه يجوز له دون مقرر من المجلس أن يقيم جميع الدعاوى المتعلقة بالحيازة أو يدافع عنها وان يقوم بجميع الاعمال التحفظية أو الموقفة لسقوط الحق ويدافع عن التعرضات المقدمة ضد اللوائح الموضوعة لتحصيل ديون الجماعة كما يجوز له تقديم كل طلب لدى محكمة الاستعجال وتتبع القضية عند استئناف الاحكام التى يصدرها قاضى المستعجلات وطلب استئناف هذه الاحكام.

وكل دعوى غير دعاوى الحيازة والدعاوى المرفوعة لدى محكمة الاستجعال لا يمكن اقامتها على جماعة الا اذا كان المدعى قد وجه من قبل الى وزير الداخلية او الى السلطة التي فوض اليها في ذلك مذكرة تتضمن موضوع وأسباب شكايته والا فان هذه الدعوى تعتبر باطلا ويسلم للمدعى وصول بذلك .

ولا يمكن رفع الدعوى لدى المحاكم الا بعد مضي شهرين على تاريخ الوصول بصرف النظر عن الاعمال التحفظية .

ويترتب عن تقديم مذكرة المدعى وقف كل تقادم أو سقوط حتى اذا زفعت بعده دعوى في أجل الثلاثة أشهر .

الفصل 44

ان السلطات المخولة للباشوات والقواد في ميدان الشرطة الادارية الجماعية وكذا المهام الخاصة المستندة اليهم بموجب النصوص التشريعية والتنظيمية المعمول بها تنقل الى رؤساء المجالس الجماعية ويمارس الرؤساء تحت مراقبة الادارة العليا سلطاتهم فنى الشرطة الادارية عن طريق اتخاذ قرارات تنظيمية وبراسطة تدابير شرطية فردية هي الامر او المنع أو الاذن .

اما السلطة المحلية التي تمثل السلطة المركزية في دائرة نفوذ الجماعة فيبقى معهودا اليها بعهمة ضابط الشرطة القضائية وتبقى مختصة بالمحافظة على النظام والامن العمومي بتدابير الجماعة . وتحفظ كذلك بالاختصاصات المستندة اليها بموجب النصوص التشريعية والتنظيمية المعمول بها في الميدان الاتية :

الحق في تأسيس الجمعيات والتجمعات العمومية والصحافة ؛
التقابات المهنية ؛

الاقتضابات ؛

تسخير الاشخاص والممتلكات ؛
التنظيم العام للبلاد في حالة حرب ؛

تنظيم استيراد الاسلحة والذخائر وتوزيعها وحملها وايداعها
وبيعها ومراقبتها واستعمالها ؛

شرطة الصيد البرى ؛

تنظيم استيراد المتفجرات وتوزيعها وبيعها وايداعها ومراقبتها
واستعمالها ؛

- تنظيم استغلال المقاطع ؛
- جوازات السفر ؛
- تنظيم محاكم الجماعات والمقاطعات ؛
- الاكراه البدني ؛
- تنظيم الاتجار فى المشروبات الكحولية أو الممزوجة بالكحول ؛
- زجر السكر العلني ؛
- مراقبة الاسطوانات وغيرها من التسجيلات الفونوغرافية ؛
- الاشهار بواسطة الاعلانات واللوحات والاعلامات والشعارات ؛
- مراقبة الاثمان ؛
- المهن الحرة ؛
- التشريع الخاص بالشغل ولاسيما النزاعات الاجتماعية ؛
- هجرة الشغاليين ؛
- الوقاية من الامراض العقلية وعلاجها ؛
- الخدمة العسكرية الاجبارية ؛
- الملك العائلي .

الفصل 45

يعهد بمهام ضابط الحالة المدنية الى رؤساء المجالس الجماعية
وإذا تقيبوا أو عاقبهم عائق بموجب أمر خاص الى مساعدتهم .
ويجوز لهؤلاء الرؤساء ان يفوضوا بموجب قرارات الى الموظفين
العاملين بالمصالح الجماعية فى المهام التي يزاولونها بصفة ضباط
للحالة المدنية طبقا للشروط والكيفيات المحددة بالفصل 3
من الظهير الشريف الصادر فى 18 جمادى الاولى 1369 (8 مارس 1950)
بتمديد نظام الحالة المدنية المحث بالظهير الشريف المؤرخ
فى 24 شوال 1333 (4 شتنبر 1915) .

الفصل 46

يمكن أن يتولى رئيس المجلس تلقائيا وعلى نفقة المعنيين بالامر
العمل طبق شروط تحدد بمرسوم على تنفيذ جميع التدابير الرامية
الى استتباب الامن أو ضمان سلامة المرور والصحة والمحافظة على
الصحة العمومية الداخلة فى اختصاصاته .

الفصل 47

يجوز للرئيس كذلك أن يطلب من السلطة المحلية المختصة التماس استخدام القوة العمومية في نطاق التشريع المعمول به في هذا الميدان قصد ضمان احترام قرائنه ومقرراته.

الفصل 48

يسير رئيس المجلس الجماعي المصالح الجماعية اللازمة لتنفيذ المهام المستندة اليه عملا بظهيرنا التشريني هذا.

وتتوفر الجماعات على هيئة خاصة من الموظفين الجماعيين تجرى عليها مقتضيات الظهير التشريني رقم I.58.008 الصادر في 4 شعبان 1377 (24 يناير 1958) بمثابة النظام الاساسي العام للوظيفة العمومية مع مراعاة بعض المقتضيات الخاصة التي سيخص عليها في المرسوم المتعلق بالنظام الاساسي لهؤلاء الموظفين.

وتكون الرئيس هو الرئيس التسلسلي للموظفين المذكورين ويتولى التبعين في المناصب طبقا لمقتضيات النظام الاساسي الخاص.

ويعين الرئيس الاعوان الموقتين والمباومين والعرضيين ويدبر شؤونهم.

الفصل 49

اذا رفض رئيس المجلس الجماعي أو امتنع من القيام بالاعمال الواجبة عليه بمقتضى القانون جاز للسلطة المختصة بعد التماسها منه الوفاء برواجه القيام بها بصفة تلقائية.

الفصل 50

يجوز للرئيس أن يفوض بقرار في بعض سلطاته الى مساعد أو عدة مساعدين من مساعديه واذا عاق هؤلاء عائق الى مستشار أو عدة مستشارين جماعيين.

وتنشر هذه القرارات في الصحف أو تبليغ الى علم الافراد بجميع الرسائل الملائمة.

الفصل 51

ان القرارات التي يتخذها رئيس المجلس الجماعي عملا بالفصلين 42 (الفرقة 3) و 44 اعلاه يجب كي تكون قابلة للتنفيذ ان تحصل تأشيرة وزير الداخلية أو الشخص المفوض اليه من طرفه . ويجب ان تعطى

التأشير أو ترفض ابتداء من التاريخ الذي يتسلم فيه القرار المقصود وزير الداخلية أو الشخص المفوض اليه من طرفه في أجل 45 يوما فيما يخص القرارات المتخذة عملا بالفترة 3 من الفصل 42 وفي أجل 15 يوما فيما يخص القرارات المتخذة عملا بالفصل 44 . وإذا لم يتخذ أي مقرر في الاجلين المذكورين اعتبر القرار مصادقا عليه.

اما القرارات التي يصدرها الرئيس باستثناء القرارات الراجح تبليغها الى المعنية بالامر فيجب تعليقها في اماكن تبينها السلطة المحلية المختصة أو نشرها في الصحف أو تبليغها الى علم العيين بالامر بكل وسيلة ملائمة أخرى.

ويثبت النشر بواسطة تصريح تنهيد بصحته السلطة المحلية المختصة بينما يثبت التبليغ الشخصي بأصل الاعلان المحفوظ به في محفوظات الجماعة والمتضمن بيان التسليم والموثق عليه من طرف العون المبلغ.

الفصل 52

إذا تقييد الرئيس أو عاقه عائق خلفه موقتا في جميع اختصاصاته أحد مساعديه حسب الترتيب في التعمين أو في حالة عدم وجود مساعد مستشار جماعي يعينه المجلس أو يختار حسب ترتيب الجدول المجدد :

1 - باقدم تاريخ للانتخاب ؛

2 - باكثر عدد من الاصوات المحصل عليها من بين مستشارين يتوفرون على نفس الاقدمية ؛

3 - باكثر السن عند التساوي في الاقدمية وعدد الاصوات .

الفصل 53

تكون مهام الرئيس والمساعده ومقرر الميزانية والكااتب والمستشار مجانية على أن تراعى في ذلك بالنسبة للرئيس واهضاء المكتب تعويضات عن المهام والتعميل والتنقل يمكنهم تقاضيها طبق شروط ومقايير تحدد بمرسوم.

الجزء الثالث

نقابات الجماعات

الفصل 54

يمكن ان يؤذن للجماعات في ان تتألف في شكل نقابة قصد تحقيق عمل مشترك أو فائدة مشتركة بين الجماعات أو لاجل تدبير أموال

خاصة بكل جماعة منها ومعدة لتمويل أعمال صيانة الشوارع والابنية العامة واذا ، بعض نقابات التسيير المشتركة.

ويأذن وزير الداخلية في احداث هذه النقابات بعد الاطلاع على مقررات المجالس الجماعية المعنية بالامر.

ويمكن لجماعات اخرى غير الجماعات التي وقع الاتفاق فيما بينها اول الامر ان تقبل الانضمام الى نقابة ما ويجوز الاذن في ذلك طبق نفس الكيفية المقررة في المقطع السابق.

الفصل 55

نقابات الجماعات مؤسسات عمومية تتمتع بالشخصية العمومية والاستقلال المالي.

وتطبق عليها النصوص التشريعية والتنظيمية المتعلقة بالوصاية على الجماعات كما تطبق القواعد المالية والحسابية للجماعات على ميزانية ومحاسبة النقابات.

الفصل 56

تسيير النقابة لجنة ينتخب أعضاؤها من طرف المجلس الجماعية المعنية بالامر ويمثل كل جماعة داخل اللجنة مندوب يختار من بين اعضاء المجلس الجماعي.

وينتخب المندوب عن طريق الاقتراع السري وبالاعلبية المطلقة . واذ لم يحصل أي مرشح على الاغلبية المطلقة بعد دورتين من الاقتراع اجريت دورة ثالثة وبرئش الانتخاب بالاغلبية النسبية وفي حالة تعادل الاصوات ينتخب أكبر المرشحين سنا.

ويكون مصير مندوب المجلس الجماعي مرتبطا بمصير هذا المجلس من حيث مدة الانتداب ، غير أنه اذا وقع توقيف المجلس الجماعي أو حله أو اذا استقال بكامله استمر المندوب في موازاة أعماله الى ان يعين المجلس الجديد ممثله الجديد في لجنة النقابة. ويمكن تجديد انتخاب المندوب المنتهية مدة انتدابه.

واذا شغف منصب المندوب لسبب من الاسباب عين المجلس الجماعي خلفاه في أجل شهر واحد.

الفصل 57

تنتخب اللجنة من بين أعضائها رئيسا يوصل لتنفيذ الميزانية.

الجزء الرابع

مقتضيات خاصة بالجماعات الحضرية
للمجموعة العمرانية بالدار البيضاء

الفصل 58

خلال مقتضيات تخطيطنا الشريف هذا فإن التمرّون التي تهم جماعتين أو عدة جماعات حضرية من المجموعة العمرانية الحضرية للدار البيضاء ينسقها ويديرها في الميدان المبنية في الفصل 59 بملء شخص ممنوى يجرى عليه القانون العام يتمتع بالاستقلال المالى ويدعى و المجموعة الحضرية للدار البيضاء .»

الفصل 59

تشمل الميادين المشار إليها في الفصل السابق ما يلي :

- 1 - الاشارات والتمّرون التي تهم طرق المواصلات باستثناء :
اشغال صيانة الطرق ؛
اشغال تهيئة الطرق داخل الجماعات ؛
اشغال اصلاح جوانب الطرق وتغطية الارصفة .
- 2 - الماء والكهرباء ؛
- 3 - النقل العمومي الحضري للمسافرين ؛
- 4 - احداث منشآت التبريد وتوزيع شؤونها ؛
- 5 - اشغال التطهير باستثناء اشغال الربط الفردي بالشبكة ؛
- 6 - جمع الازبال المنزلية انطلاقا من نقطة مركزية تحددها المجموعة ؛
- 7 - معالجة الازبال المنزلية ؛
- 8 - الاثارة العمومية باستثناء اشغال اناة وصيانة الطرق داخل الجماعات ؛
- 9 - المساحات الخضراء باستثناء الاشغال ذات الفائدة الجماعية ؛
- 10 - احداث الجازور واسواق الجملة وصيانتها وتعيين شؤونها ؛
- 11 - مصلحة الاسمان ومكافحة الحريق ؛
- 12 - اكوالات والمقارلات والشركات ذات الفائدة المشتركة بين الجماعات ؛

ويمكن توسيع نطاق اختصاصات المجموعة الحضرية للدار البيضاء بمقرر يصدره المجلس بعد موافقة مجالس الجماعات المعنية بالأمر التابعة للمجموعة.

الفصل 60

ان المجموعة الحضرية والجماعات الحضرية للمجموعة العمرانية بالدار البيضاء تجل بحكم القانون في مزاولة اختصاصاتها محل الجماعة الحضرية السابقة للدار البيضاء.

الفصل 61

تجل المجموعة الحضرية للدار البيضاء كذلك في مزاولة اختصاصاتها فقط محل جماعة الدار البيضاء السابقة اذا وقع ضم هذه الاخيرة الى جماعات خارجة عن المجموعة.

الفصل 62

«يمارس مجلس المجموعة الحضرية للدار البيضاء في دائرة سلطات هذه المجموعة الاختصاصات المسندة بموجب القوانين والأنظمة إلى المجالس الجماعية.

«وممارس رئيس مجلس المجموعة الاختصاصات المسندة إلى رؤساء المجالس الجماعية بموجب القوانين والأنظمة ما عدا الاختصاصات المنصوص عليها في «الفصول 18 (الفقرة 1) و 37 و 41 (الفقرة 2) و 42 و 44 (الفقرة 1) و 45 و 48 أعلاه (1) فان ممارستها تناط بوالى الدار البيضاء الكبرى « فيما يخص المجموعة الحضرية للدار البيضاء. » (2)

« ولا يحضر الوالى عملية التصويت على الحسابات الادارية. » (2)

(1) مرسوم - قانون رقم 2.80.556 بتاريخ 22 من شوال 1400 (2 شتنبر 1980)

(2) «ظهير شريف معتمد بمثابة قانون رقم 1.84.165 صادر في 6 محرم 1405 (2 أكتوبر 1984)

الفصل 63

يمكن ان تبرم المجموعة الحضرية للدار البيضاء مع جماعات المجموعة العمرانية أو مع هيئاتها أو مع أية جماعة أو مؤسسة عمومية أخرى كل اتفاقية تهدف الى انجاز مشروع أو عدة مشاريع تدخل في نطاق اختصاصاتها.

الفصل 64

يدبر شؤون المجموعة مجلس يتألف من رؤساء الجماعات الحضرية للمجموعة العمرانية بالدار البيضاء ومساعدتهم.

« وخلال الخمسة عشر يوما التالية لانتخاب مكاتب مجالس الجماعات الحضرية للدار البيضاء، بصفة نهائية يجتمع مجلس المجموعة بدعوة من والى الدار البيضاء الكبرى تحت رئاسة » (1)

العضو الأكبر سنا لانتخاب رئيس وعدة مساعدين يؤلفون مكتب المجلس المذكور.

ويختار المساعدون على أساس مساعد واحد عن كل جماعة حضرية.

ويجرى انتخاب الرئيس والمساعدين طبق شروط النصاب القانوني وبالاعلبية المقررة في المقطعين 2 و 3 من الفصل الثاني من ظهيرنا الشريف هذا.

الفصل 65

يمارس رئيس مجلس المجموعة الحضرية للدار البيضاء الاختصاصات المخولة اياه بظهيرنا الشريف هذا بمجرد ما يصبح انتخابه نهائيا . ويتسلم ظهيرا شريفا من جنابنا المؤيد بالله يبرز الثقة التي وضعناها فيه ويتضمن توصياتنا اليه.

الفصل 66

يسوى المجلس بمقرراته المسائل الداخلة في اختصاص المجموعة.

(1) ظهير شريف معتبر بمثابة قانون رقم 1.84.165 صادر في 6 محرم 1405 (2 أكتوبر 1984)

اما شروط تسيير المجلس وشروط تنفيذ مقرراته وبطلانها بحكم القانون وقابلية بطلانها وكيفيات الوصاية فهي الشروط والكيفيات المحددة في ظهيرنا الشريف هذا بالنسبة للجماعات وتطبق القواعد المالية والحسابية للجماعات على ميزانية ومحاسبة المجموعة. وتطبق مقتضيات الفصل 53 أعلاه كذلك على الرئيس ومساعديه ومقرر الميزانية والكتاب وأعضاء مجلس المجموعة الحضرية للدار البيضاء.

« الجزء الرابع المكرر

« أحكام خاصة بالجماعات الحضرية لمجموعة العمرانية الحضرية للرباط »

« الفصل 66 المكرر. - استثناء من أحكام ظهيرنا الشريف هذا ، تتولى هيئة عامة تتمتع بالشخصية المعنوية والاستقلال المالي »
« تسمى « المجموعة الحضرية للرباط » تنسيق وإدارة الشؤون »
« التي تهم جماعتين أو أكثر من المجموعة العمرانية الحضرية للرباط وذلك في الميادين المنصوص عليها في الفصل 59 أعلاه. »
« تجرى على المجموعة الحضرية للرباط أحكام الفصل 62 وما يليه »
« الى غاية الفصل 66 أعلاه المتعلقة بالمجموعة الحضرية للدار البيضاء ، على أن تناط الاختصاصات المسندة الى والي الدار البيضاء الكبرى في هذه المجموعة بوالى الرباط وسلا فيما يخص المجموعة الحضرية للرباط. » (1)

« الجزء الخامس

« النظام الخاص بالجماعة الحضرية للرباط حسان. »

« الفصل 67. - لا تجرى على رئيس مجلس جماعة الرباط حسان الاحكام الواردة في الفقرة الاولى بالفصل 18 والبند 3 بالفصل 42 »
« والفقرة الاولى بالفصل 44 والفصول 45 و 46 و 47 و 48 أعلاه. »
« ويعهد الى العامل او السلطة الادارية المنتدبة من قبله ان يمارس في الجماعة الآتفة الذكر الاختصاصات المسندة الى رؤساء المجالس الجماعية بموجب الاحكام الموصى اليها »
« بالفقرة السابقة. » (1)

« الجزء الخامس المكرر

« النظام الخاص بالجماعة الحضرية لمشور الدار البيضاء .
 « الفصل 67 المكرر . - لا تجرى على رئيس مجلس جماعة مشور
 « الدار البيضاء الأحكام الواردة في الفقرة الأولى بالفصل 18
 « والفصل 42 والفقرة الأولى بالفصل 44 والفصول 45 و 46 و 47
 « و 48 أعلاه .
 « ويمارس باشا جماعة مشور الدار البيضاء في هذه الجماعة ،
 « بمساعدة نائب يعين بمرسوم ، الاختصاصات المسندة الى
 « رؤساء المجالس الجماعية بموجب الفصول المشار إليها
 « بالفقرة السابقة . » (1)

الجزء السادس

مقتضيات خاصة وختامية

الفصل 68

ان السلطات المخولة بموجب ظهيرنا الشريف هذا والنصوص
 الصادرة بتطبيقه الى السلطة المحلية المختصة يمارسها ما لم يقرر
 خلاف ذلك :

عامل العمالة أو الإقليم في الجماعات الحضرية مقار العمالات
 أو الاقاليم ؛

الباشا في الجماعات الحضرية غير الجماعات المشار إليها أعلاه ؛
 القائد في الجماعات القروية .

وإذا تغيب العامل أو وقع توقيفه أو عاقه عائق آخر ناب عنه الكاتب
 العام طبق الشروط المقررة في المقطع 2 من الفصل 30 من الظهير
 الشريف رقم 1.63.038 الصادر في 5 شوال 1382 (فاتح مارس 1963)
 بمثابة النظام الاساسي الخاص بالمتصرفين بوزارة الداخلية كما
 ينوب مؤقتا عن الباشا أو القائد خليفته الاول في كل اختصاصاته .

الفصل 69

يلغى الظهير الشريف رقم 1.59.315 الصادر في 28 ذي الحجة 1379
 (23 يونيو 1960) بشأن نظام الجماعات .

(1) ظهير شريف معبر بمثابة قانون رقم 1.84.165 صادر في 6 عم 1405 (2 أكتوبر 1984)

الفصل 70

يعمل بظهيرنا الشريف هذا المعتبر بمثابة قانون ابتداء من تاريخ الاعلان الرسمي عن النتائج النهائية للانتخابات الجماعية الاولى المتعين اجرائها بعد نشر هذا النص في الجريدة الرسمية.

أما المجالس الجماعية ورؤساؤها المزاولون مهامهم بتاريخ نشر ظهيرنا الشريف هذا وكذا السلطات المحلية فتواصل ممارسة اختصاصاتها طبقا للظهير الشريف رقم 1.59.315 المشار اليه أعلاه المؤرخ في 28 ذى الحجة 1379 (23 يونيو 1960) الى أن يتم انتخاب أعضاء المكاتب الجماعية المتفرعة عن الانتخابات المشار اليها في المقطع السابق.

وحرر بالرباط في 5 شوال 1396 (30 شتنبر 1976).

وقعه بالعطف :

الوزير الاول ،

الامضاء : أحمد عصمان